Polémiques autour des « dahalo miova fo » Tribune - Léa Ratsiazo - 17/11/14

Les polémiques autour des « dahalo miova fo » ne sont pas prêtes de tomber. Il s'agit d'une initiative du gouvernement d'accorder une amnistie totale aux dahalos repentis, ou censés l'être, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Le dernier épisode en date concerne 4000 dahalos à Amboasary et quelques 2000 autres qui sont sur le point de « hiova fo » à Sakaraha au cours des semaines à venir.

Cette initiative a provoqué toute sorte de réaction au sein de l'opinion, elle est même devenue le centre de conversation majeure ces derniers jours. L'ironie, la raillerie, la colère se mêlent au scepticisme autour de ce sujet, et rarement l'approbation. Le Premier ministre Kolo Roger qui est venu en personne à la rencontre des 4000 dahalos est présenté par les dessins de certains réseaux sociaux comme un gourou de secte qui a réussi l'exploit de convertir les dahalos. Les réactions étaient tellement virulentes que les différentes autorités ont été obligées de revenir expliquer les tenants et aboutissants de cette initiative. Le Premier ministre, le secrétaire d'État à la gendarmerie, les responsables de la communication de la gendarmerie, les députés élus du Sud sont revenus à la charge pour essayer de convaincre l'opinion des bienfaits de cette décision.

Face aux critiques acerbes comme quoi, le Premier ministre Kolo Roger est venu féliciter les dahalos, ce dernier se défend et explique que ces dahalos sont des révoltés, oubliés par la société. « Vous vivez heureux dans l'opulence et vous avez oublié cette frange de la population qui s'est révoltée » tels sont textuellement les propos du Premier ministre à propos de ces dahalos. Le secrétaire d'État à la gendarmerie, le Général Paza a voulu corriger le terme « dahalo miova fo » en « dahalo qui se sont rendus », pour répondre aux critiques comme quoi, « comment ils peuvent vérifier que les dahalos ont vraiment changé ? » ; selon ce général, on n'a pas le choix, « soit ils sont abattus soit on accepte leurs repentances ». Mara Niarisy, député d'Ankazoabo pour sa part assure qu'il ne s'agit pas de « cinéma » comme on l'entend souvent mais de la réalité, que les dahalos ont en marre de s'enfuir et d'être au ban de la société. Le colonel Anthony Rakotoarison, responsable de la défense au sein de la gendarmerie, affirme que cette initiative a eu tellement de succès que d'autres dahalos vont suivre les pas des premiers et qu'ils vont même être des collaborateurs des forces de l'ordre pour traquer les autres dahalos qui ne sont pas rendus.

Les explications et contre explications sont aussi farfelues les unes que les autres au point qu'on ne sait plus quoi penser. En premier lieu, le terme « cinéma » est venu tout de suite à l'esprit dès le début compte tenu de nombreux détails dont en premier lieu les « uniformes » des dahalos. La grande majorité portent tous une sorte d'uniforme bleu ou vert avec un petit chapeau de même couleur, « des tabliers d'écoliers » ironisent certains. Quasiment tous portent des fusils de chasse qu'ils ont déposés avec enthousiasme au pied des autorités. Et l'ambiance générale est tellement surréaliste que le terme « mis en scène » arrive tout de suite à la tête.

Sur le fond, tous ceux qui craignent l'attaque des dahalos et bandits de tout acabit, jour et nuit, c'est dire quasiment toute la population, ont du mal à admettre que les dahalos bénéficient non seulement de l'impunité totale mais en plus sont récompensés car ils ont reçus des « aides » du gouvernement. On a l'impression que les autorités n'ont aucune considération pour les victimes civiles, qui ont perdu leurs biens et souvent mêmes leurs proches dans les attaques de ces dahalos. Ces derniers qui n'ont pitié pour personne, qui brûlent des villages entiers, qui tuent et qui violent reçoivent après des aides comme s'ils sont récompensés par les crimes qu'ils ont perpétré. Pour le moindre kilo de manioc volé, les autres sont mis en prison et pourquoi pas eux ? Cette impression d'injustice officielle révolte l'opinion qui considère cette initiative comme une fausse bonne idée. Surtout que les autorités ne cessent de clamer à tout va que Madagascar est un État de droit.

Source: http://www.madagascar-tribune.com/Polemiques-autour-des-dahalo-miova,20478.html